



**PRÉFET
DE L'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CABINET
SERVICE DES SECURITES**

ARRETE
autorisant à titre dérogatoire l'ouverture d'un marché alimentaire
La préfète d'Eure-et-Loir

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-17 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date 30 octobre 2019 portant nomination de Madame Fadela BENRABIA en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir ;

Vu la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à l'émergence du COVID-19 ;

Vu le décret n° 2020-293 modifié du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Considérant qu'afin de prévenir la propagation du virus COVID-19, le Premier ministre a, au III de l'article 8 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 pris sur le fondement des dispositions de l'article L. 3131-15 du code de la santé publique, interdit jusqu'au 11 mai 2020 la tenue des marchés, couverts ou non et qu'el qu'en soit l'objet ; que toutefois, par les mêmes dispositions, le Premier ministre a habilité le représentant de l'Etat après avis du maire, à accorder une autorisation d'ouverture de certains marchés alimentaires ;

Considérant que le maintien des marchés alimentaires des communes répond à un besoin d'approvisionnement de leur population qui ne peut être satisfait par des commerces sédentaires, qu'en outre ces marchés sont fréquentés par des producteurs locaux effectuant de la vente directe et que leur organisation et les contrôles mis en place sont propres à garantir la limitation de la présence de manière simultanée à 100 personnes ;

Vu l'urgence ;

Vu l'avis circonstancié en date du 21 avril 2020 du maire de la commune de Courville-sur-Eure ;

Sur proposition de la directrice de cabinet ;

Arrête :

Article 1er :

Le marché hebdomadaire de la commune de Courville-sur-Eure est autorisé de manière dérogatoire. Il est ouvert le jeudi matin et se tient sur la Place des Fusillés et rue Pannard à Courville-sur-Eure.

Article 2:

Conformément aux dispositions du décret n°2020-293 du 23 mars 2020, les modalités de mise en place et de fonctionnement du marché impliquent le strict respect des mesures générales de prévention de la propagation du virus COVID-19 et des gestes barrières.

A ce titre, les conditions d'organisation suivantes devront impérativement être respectées :

- 1 - Seuls des produits alimentaires seront offerts à la vente ;
- 2 - Un espacement suffisant permettant la fluidité de la circulation du public devra être respecté entre chaque étal ;
- 3 - La fréquentation du public de manière simultanée est limitée à 100 personnes ;
- 4 - Une gestion séparée des flux entrée et sortie du marché sera scrupuleusement respectée ;
- 6 - Un espace minimum d'un mètre linéaire entre chaque client sera matérialisé au sol ;
- 7 - La clientèle aura interdiction de manipuler les produits ;
- 6 - Les mesures de prophylaxie établies par le gouvernement devront être affichés à l'entrée du marché et sur chaque éventaire ;
- 8 - Le regroupement statique des personnes sans lien direct avec les transactions commerciales est interdit ;
- 9 - Surveillance permanente du bon déroulement du marché par l'autorité municipale ou son représentant : placier et police municipale.

Tout irrespect des conditions mentionnées ci-dessus comme des modalités d'organisation indiquées par le maire de la commune de Courville-sur-Eure dans son avis circonstancié donnera lieu à la fermeture immédiate du marché alimentaire.

Article 3 :

Sauf nécessité impérieuse et justifiée, les clients seront invités à venir effectuer leurs achats seuls, afin de réduire la présence simultanée de personnes sur le marché.

Article 4 : La directrice de cabinet , le colonel commandant le groupement de gendarmerie d'Eure-et-Loir, le maire de la commune de Courville-sur-Eure sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir et dont un exemplaire sera transmis, sans délai, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chartres.

Fait à Chartres, le 21 avril 2020

La préfète



Fadela BENRABIA

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : Madame la Préfète – Place de la République – CS 80537 – 28019 CHARTRES CEDEX
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cédex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr